

COMMUNICATION DE LA COMMISSION
Programme de travail de la Commission pour 2021
« Une Union pleine de vitalité dans un monde fragile »
COM (2020)690

Résumé :

Le 20 octobre 2020, la Commission européenne a présenté son programme de travail 2021. Ce programme de travail vise à mettre en œuvre la stratégie définie en 2020. En plus d'accorder une attention aux conséquences de la pandémie de COVID-19, ce programme accorde une place centrale à l'accélération de la transition vers une Europe juste, neutre sur le plan climatique et numérique. La Commission européenne plaide pour une Europe plus résiliente et pour une accélération de la mise en œuvre du programme de transformation.

1. Contexte

Le 20 octobre 2020, la Commission européenne a présenté son programme de travail 2021.

Ce programme de travail 2021 repose sur six grandes ambitions que la présidente de la Commission Von der Leyen a exposées lors de la présentation de ses orientations politiques. Ce programme de travail accorde une attention aux conséquences de la crise du COVID-19, à l'accélération de la transition écologique et numérique et à l'ambition de rendre l'Europe plus saine, plus prospère et plus juste.

La Commission souhaite établir une relation spéciale avec le Parlement européen. Dans ce cadre, elle soutient l'octroi d'un droit d'initiative au Parlement européen.

Ce programme de travail comporte aussi bien des documents stratégiques que des propositions de nature législative, qui auront des conséquences pour la politique et la législation des États membres.

2. Contenu

Les lignes directrices du programme de travail 2021 peuvent se résumer comme suit:

Pacte vert:

L'ambition est d'atteindre la neutralité climatique en Europe en 2050. La Commission européenne annonce un paquet "Ajustement à l'objectif 55" afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55% d'ici 2030.

De nombreuses propositions législatives seront présentées en 2021, comprenant notamment des mesures de mise en œuvre de la stratégie de biodiversité, le plan en faveur de l'économie circulaire et la stratégie "De la ferme à la table".

L'idée d'un mécanisme permettant de lutter contre la "fuite de carbone" (situation dans laquelle des entreprises soumises à une politique climatique ambitieuse déplacent leur production dans d'autres pays appliquant une politique climatique moins stricte) est avancée, en particulier à la lumière du respect des règles loyales de concurrence et du *level playing field*.

Numérisation:

La Commission annonce une feuille de route assortie d'objectifs numériques pour 2030 dans les domaines de la vie privée, de la cybersécurité, de la connectivité et du respect des droits fondamentaux.

Une législation sera proposée couvrant la sécurité, les données, les droits fondamentaux et la responsabilité de l'intelligence artificielle. Une identité numérique européenne sera proposée.

La Commission européenne actualisera la stratégie industrielle pour tenir compte des conséquences de la crise du COVID-19 et de l'accélération de la double transition écologique et numérique.

Économie et société:

Sur le plan social: afin de contribuer à la relance socioéconomique, la Commission européenne établira un plan en vue de mettre en œuvre le socle européen des droits sociaux. La Commission prévoit une réglementation relative à une garantie européenne pour l'enfance permettant à tous les enfants d'avoir accès aux services de santé de base et à l'éducation. Un nouveau cadre stratégique de l'UE en matière de santé et de sécurité au travail sera présenté, de même qu'un plan d'action pour l'économie sociale.

Sur les plans financier et économique: le cadre régissant le traitement des défaillances bancaires dans l'UE sera revu. La Commission européenne souhaite établir une norme de l'UE en matière d'obligations vertes. Il est par ailleurs prévu de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et un plan d'action est élaboré pour stimuler les investissements transfrontières dans l'UE.

L'Europe dans le monde :

La Commission européenne entend se profiler comme une Commission géopolitique et prendre la tête des travaux menés au niveau mondial en vue d'obtenir un vaccin sûr et accessible à tous. En outre, la Commission est attentive au multilatéralisme, au partenariat avec ses voisins de l'Est et du Sud, à l'Arctique et à la réforme de l'aide humanitaire.

Mode de vie européen :

Santé : La Commission européenne estime qu'il est temps de créer une « Union de la santé » dotée d'un cadre européen renforcé et chargée d'identifier les menaces sanitaires transfrontalières et d'y répondre. Elle propose de créer une agence de recherche et de développement avancés dans le domaine biomédical.

Migration : La réforme de la politique européenne commune en matière d'asile, qui vise à mettre en place un système de migration et d'asile plus résilient, plus humain et plus efficace, sera suivie de propositions en matière de migration légale, d'un plan d'action contre le trafic de migrants et d'une stratégie durable de retour volontaire et de réintégration. La Commission prépare par ailleurs une stratégie visant à soutenir la confiance dans l'espace Schengen de libre circulation.

Lutte contre le terrorisme et le racisme : La Commission est en train d'élaborer des mesures européennes de lutte contre le terrorisme et les menaces hybrides. Elle prévoit par ailleurs la présentation d'une stratégie de lutte contre l'antisémitisme.

Démocratie européenne :

Protection des citoyens : La Commission européenne élaborera des stratégies afin de mieux protéger les personnes handicapées et de garantir les droits des enfants. Des mesures sont également annoncées en matière de lutter contre les violences basées sur le genre. La Commission proposera en outre d'étendre la liste des infractions pénales de l'Union européenne à toutes les formes de crimes et de discours haineux.

Démocratie : Le plan d'action pour la démocratie européenne permettra d'améliorer la résilience de nos démocraties et de lutter contre les ingérences extérieures dans les élections européennes. En 2021, la Commission proposera des règles plus claires en matière de financement des partis politiques européens, des mesures visant à accroître la transparence en matière de publicité politique payante ainsi que des propositions visant à protéger les journalistes et la société civile contre les abus relatifs au droit de la procédure.

La Commission européenne annonce 44 nouvelles initiatives et propose de retirer 14 initiatives législatives qui n'avaient pas encore été approuvées par la Commission précédente. Il y a par ailleurs 41 initiatives de simplification de la législation.

3. Base juridique

L'article 17, paragraphe 2, du TUE, aux termes duquel le droit d'initiative en ce qui concerne la législation de l'UE appartient à la seule Commission européenne. Elle rédige des propositions législatives que les deux organes décisionnels, le Parlement européen et le Conseil, adoptent ou non.

Le contrôle par le Parlement européen du programme de travail de la Commission européenne est de plus en plus important pour l'optimisation de la légitimité démocratique de la gouvernance européenne.

4. Suivi au sein de la (des) commission(s) compétente(s) de la Chambre:

L'article 37ter, alinéa 1^{er}, du Règlement de la Chambre, prévoit ce qui suit : "À l'issue de la présentation du Programme législatif et de travail annuel de la Commission européenne au sein du comité d'avis pour les Questions européennes, chaque commission permanente définit ses dossiers prioritaires. La liste des dossiers prioritaires est communiquée au gouvernement après avoir été approuvée par la Conférence des présidents, dans la mesure du possible avant le 1^{er}

janvier de l'année concernée. Un dossier prioritaire est mis à l'ordre du jour de la commission concernée dès sa publication."

Chaque année, la Représentation permanente de la Belgique auprès de l'Union européenne présente le programme de travail de la Commission européenne au sein du comité d'avis pour les Questions européennes.

5. Étapes suivantes au niveau européen

Comme chaque année, le Conseil, la Commission et le Parlement européen adopteront une déclaration conjointe sur les priorités pour 2021.

Pour en savoir plus:

COMMUNICATION DE LA COMMISSION:

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200690.do>

Descripteurs Eurovoc:	UNION EUROPÉENNE – biodiversité –ressources budgétaires - politique conjoncturelle - démocratie - développement durable - reprise économique - récession économique - politique énergétique - Europe des citoyens - politique financière - marché unique – politique climatique – protection de l'environnement - surveillance multilatérale - création d'emploi – politique sociale
------------------------------	--

10 novembre 2020

Rédaction: Roeland Jansoone, Premier conseiller, tél. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@lachambre.be



MEDEDELING VAN DE COMMISSIE

Werkprogramma van de COMMISSIE voor 2021

“Een Unie van vitaliteit in een kwetsbare wereld”

COM (2020)690

Samenvatting:

Op 20 oktober 2020 heeft de Europese Commissie haar werkprogramma 2021 voorgesteld. Het werkprogramma beoogt de uitvoering van de strategie die in 2020 werd uitgetekend. Naast de aandacht voor de gevolgen van de COVID-19-pandemie, stelt het werkprogramma de versnelling van de overgang naar een eerlijk, klimaatneutraal en digitaal Europa centraal. De Europese Commissie pleit voor een Europa dat zich weerbaarder opstelt en de transformatieve agenda sneller implementeert.

1. Context

Op 20 oktober 2020 heeft de Europese Commissie haar werkprogramma 2021 voorgesteld.

Het werkprogramma 2021 is toegespitst op de zes kernprioriteiten die Europees Commissievoorzitter Von der Leyen heeft uiteengezet in haar politieke beleidslijnen. Het werkprogramma besteedt aandacht aan de gevolgen van de COVID-19-crisis, de versnelling van de digitale en de groene transitie en een gezonder, welvarender en eerlijker Europa.

De Commissie wenst een bijzondere relatie met het Europees Parlement op te bouwen. In dit kader steunt zij een initiatiefrecht voor het Parlement.

Het werkprogramma bevat zowel beleidsdocumenten als voorstellen van wetgevende aard, die gevolg hebben voor het beleid en de wetgeving van de lidstaten.

2. Inhoud

De krachtlijnen van het werkprogramma 2021 zijn, samengevat, de volgende:

Green Deal:

De ambitie is om in 2050 te komen tot een klimaatneutraal Europa. Om tegen 2030 de broeikasgasemissies met 55 % terug te dringen, kondigt de Europese Commissie het “Fit for 55” pakket aan.

In 2021 komen er talrijke wetgevingsvoorstellen, waaronder maatregelen tot implementatie van de biodiversiteitsstrategie, het circulaire economie-plan en de “van boer tot bord” strategie.

Het idee van een mechanisme om de “*Carbon leakage*” aan te pakken (waarbij bedrijven die worden onderworpen aan een ambitieus klimaatbeleid, hun productie verplaatsen naar landen met een minder streng klimaatbeleid) wordt naar voor geschoven, zeker in het licht van het respect voor eerlijke concurrentieregels en het gelijk speelveld (*level playing field*).

Digitalisering:

De Commissie kondigt een routekaart aan met digitale doelstellingen voor 2030 die betrekking hebben op de persoonlijke levenssfeer, cyberbeveiliging, connectiviteit en de inachtneming van de grondrechten.

Er komt wetgeving over de veiligheid, de data-aspecten, de grondrechten en aansprakelijkheid van artificiële intelligentie. Er komt een voorstel voor een Europese e-ID.

De Europese Commissie zal de industriestrategie actualiseren om de gevolgen van COVID-19 en de versnelde groene en digitale transitie in aanmerking te nemen.

Economie en Samenleving:

Sociaal: Om bij te dragen tot het socio-economisch herstel zal de Europese Commissie een actieplan opstellen ter uitvoering van de Europese pijler van sociale rechten. De Commissie plant regelgeving over een Europese kindergarantie, dat hen toegang verzekert tot basisgezondheidszorg en onderwijs. Er komt een nieuw Europees kader voor de gezondheid en de veiligheid op het werk en een actieplan voor de sociale economie.

Financieel en economisch: Er komt een herziening van het kader voor de aanpak van bankfaillissementen in de Europese Unie. De Europese Commissie wenst een EU-norm voor groene obligaties. Voorts zijn er plannen om de bestrijding van belastingontduiking en –ontwijking op te voeren en is er het actieplan om grensoverschrijdende investeringen in de EU te stimuleren.

Europa in de wereld:

De Europese Commissie wil zich profileren als een geopolitieke Commissie en wil de leiding nemen bij de wereldwijde respons om een vaccin te verzekeren dat veilig is en toegankelijk voor iedereen. Voorts besteedt de Commissie aandacht aan het multilateralisme, het partnerschap met de oostelijke en zuidelijke buurlanden, het noordpoolgebied en de hervorming van de humanitaire hulp.

Europese levenswijze:

Gezondheid: De Europese Commissie acht het tijd om een gezondheidsunie tot stand te brengen, met een sterker Europees kader om de grensoverschrijdende gezondheidsbedreigingen op te sporen en erop te reageren. Zij stelt de oprichting voor van een agentschap voor geavanceerd biomedisch onderzoek.

Migratie: Na de hervorming van het gemeenschappelijk Europees asielbeleid, dat een veerkrachtiger, humaner en doeltreffender migratie- en asielstelsel beoogt, volgen voorstellen over legale migratie, een actieplan tegen migrantensmokkel en een duurzame strategie voor de vrijwillige terugkeer en re-integratie. Er wordt gewerkt aan een strategie die het vertrouwen in het Schengengebied van vrij verkeer zal ondersteunen.

Bestrijding van terreur en racisme: De Commissie werkt aan Europese maatregelen om terrorisme te bestrijden en op te treden tegen hybride dreigingen. Daarnaast voorziet zij een strategie voor de bestrijding van antisemitisme.

Europese democratie:

Bescherming van personen: De Europese Commissie zal strategieën uitwerken om personen met een handicap te beschermen en kinderrechten te garanderen. Er komen maatregelen om gendergerelateerd geweld te bestrijden. De Commissie zal voorstellen om alle vormen van haatmisdrijven en haatzaaiende uitlatingen op te nemen in de lijst van euromisdrijven.

Democratie: Het Actieplan voor Europese democratie zal de veerkracht van de democratieën verbeteren en externe inmenging in de Europese verkiezingen aanpakken. In 2021 komen er duidelijker regels voor de financiering van de Europese politieke partijen en maatregelen voor meer transparantie in betaalde politieke reclame en volgen er voorstellen om journalisten en het maatschappelijk middenveld te beschermen tegen misbruik van procesrecht.

De Europese Commissie kondigt 44 nieuwe initiatieven aan en stelt de intrekking voor van 14 wetgevingsinitiatieven die nog niet waren goedgekeurd onder de vorige Commissie. Er zijn 41 initiatieven tot vereenvoudiging van de wetgeving.

3. Juridische basis:

Art. 17, lid 2, VEU, volgens hetwelk de Europese Commissie in beginsel als enige het recht van initiatief heeft m.b.t. EU-wetgeving. Ze stelt wetgevingsvoorstellen op die de twee besluitvormende organen, het Europees Parlement en de Raad, al dan niet goedkeuren.

De controle door het Europees Parlement op het werkprogramma van de Europese Commissie wordt steeds belangrijker voor het optimaliseren van de democratische legitimiteit van de EU-governance.

4. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

Art. 37 bis, eerste lid, Kamerreglement bepaalt: "*Na voorstelling in het adviescomité voor Europese aangelegenheden van het jaarlijkse wetgevings- en werkprogramma van de*

Europese Commissie, wijst elke vaste commissie de prioritair dossiers aan. De lijst van prioritair dossiers wordt na goedkeuring door de Conferentie van voorzitters aan de regering meegedeeld, zo mogelijk voor 1 januari van het betreffende jaar. Een prioritair dossier wordt in de betrokken commissie geagendeerd zodra het is bekendgemaakt.”

De Permanente Vertegenwoordiging van België bij de EU geeft jaarlijks in het adviescomité voor Europese aangelegenheden een voorstelling van het werkprogramma van de Europese Commissie.

5. Volgende stappen op Europees niveau

Zoals dit jaarlijks het geval is, zullen Raad, Commissie en Europees Parlement een gezamenlijke verklaring aannemen over de prioriteiten voor 2021.

Om meer te weten:

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE:

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200690.do>

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE – biodiversiteit – budgettaire middelen - conjunctuurbeleid - democratie - duurzame ontwikkeling - economisch herstel - economische recessie - energiebeleid - Europa van de burgers - financieel beleid - interne markt – klimaatbeleid – milieubescherming - multilaterale bewaking - schepping van werkgelegenheid – sociaal beleid
------------------------------	--

10.11.2020

Redactie: Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@dekamer.be